

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.181  
23 août 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. RIGOBERT SOTALOM ET D'AUTRES CONCERNANT  
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

A Monsieur le Ministre de la F.O.M. - 27, rue Audinot, Paris (7ème)

Monsieur le Ministre,

Réunissons ce jour ci dans le quartier Kassalafam Douala hommes, femmes des diverses races du territoire du Kamerun

Considérant la charte Atlantique de 1944 dont la France était l'un de signataire

Considérant la préambule de la constitution de la IVe République française de 1946

Considérant la charte des Nations Unies dont la France était l'un de signataire

Considérant l'Accord de Tutelle fait à San Francisco le 13 Décembre 1946 concernant le territoire du Togo et le Kamerun sous Tutelle de l'O.N.U. notamment ses articles surtout l'article 76 signé par la France.

Considérant la déclaration Universelle de droit de l'homme faite à Paris le 10 Décembre 1948

Entendu que selon le n° 524 du Journal le Cameroun Libre le Quinzuine août 1956. Mr. Gaston Defferre a reçu des Interlocuteurs valables, c'est à dire MM. Mbida Député, Ninine Député, Sénateur Arouna Njoya, du Conseiller Economique Paul Montfré, du Conseiller de l'Union Française Ahidjo, le prince Douala Bell député souffrant avait donné son accord à ses collègues.

Entendu que l'élection d'une nouvelle Assemblée territoriale se fera donc en vertu de la loi cadre, voir la Première page de la presse du Cameroun N° 1878 du 4/8/56. Quelle loi cadre ? La loi cadre donc la population kamerunaise l'avait condamnée à mort depuis le mois de mai dernier dans le territoire du Kamerun, et ce ça que la France Vait nous l'imposer sous forme de la nouvelle élection ?

Par conséquence nous vous dirons non Mr. le Ministre. Les Kamerunais demandent à la France deux choses, il y a huit ans, 1° l'Unification, 2° l'Indépendance. Ce sont ce deux choses qui pouvaient nous accorder la négociation Franco Kamerunais mais pas la loi cadre

Enfin nous nous inclinons toutes responsabilités que la loi cadre produira au Ministre.

Croyant que le Ministre prendra notre motion en considération.

Veuillez agréer Monsieur le Ministre de nos sentiments.

Ampliation

Ministre F.O.M. 27 rue Audinot, Paris (7ème)

Président du Conseil de Tutelle de l'O.N.U. (à New-York)

Archive

Président de séance : Satalom Rigobert (signé)

Secrétaire de séance : Tambou Godefroid "

Assesseurs : Kweka Vincent "

Kamgo Samuel "

Gnoche Noë "

Ngoumkam Philimon "

Ngongwa Sambon "

Nzaudie Joseph "

Monkam Thérèse "

Yangué Jacob "

Fait à Douala le 5 août 1956

-----